

La fin du miracle espagnol ?

II. — Les « retombées » de Burgos

L'expansion espagnole, remarquable durant la dernière décennie, s'est ralentie depuis deux ans. Pour obtenir une relance, estiment certains patrons catalans, il faudrait moderniser l'appareil productif, tâche irréalisable sans une « libéralisation » de la politique de l'emploi. Mais, tant aux Asturies qu'à Barcelone, le régime continue de montrer sa préférence pour les solutions de force. (Voir notre précédent numéro.)

Barcelone. — Tarrasa-Sabadell. C'est le Roubaix-Tourcoing de l'Espagne, le cœur industriel du textile catalan. Les deux cités jumelles ont grandi par blocs entiers de logements populaires — murs de briques, linges suspendus. Tarrasa, c'est l'un des centres de l'agitation ouvrière : aux anarchistes de la guerre civile ont succédé les marxistes éclatés en fractions. Tracts clandestins, grèves dans les filatures et la métallurgie, répression « socio-politique », collectes en faveur des familles de prisonniers. A Tarrasa, des « libertades » géants sont peints sur les murs, que la garde civile n'efface plus.

Ici, comme partout, les petites « seats » (version espagnole de la Fiat) remplissent les rues. Elles authentifient la plaisanterie selon laquelle l'Espagne ne possède plus désormais que deux catégories de citoyens : les « seatones » (propriétaires de ces voitures) et les « peatones » (piétons). Motorisation-télévision : les deux maîtres mots de la société de consommation ont pris chair dans l'Espagne du « bond en avant ». Seul un syndicaliste — Tarrasa n'en manque pas — peut dire à quel prix.

La semaine légale est de quarante-huit heures, « mais beaucoup font jusqu'à vingt-quatre heures de plus par semaine ». Près de la moitié du salaire consiste en primes de rendement. Il est très difficile, pour un travailleur, de connaître les normes de base (« c'est un secret d'entreprise »), donc de se défendre contre les cadences imposées. « Nous avons le droit, quand de nouvelles normes sont mises à l'essai, de les contester devant un tribunal du travail. Mais nous savons bien qu'affronter l'administration, c'est affronter le pouvoir. Nous sommes trop divisés, trop attirés par les primes pour résister. »

Pour « casser » la combativité ouvrière, les patrons, nous dit un syndicaliste de Tarrasa, utilisent

échange de salaires doublés, voire triplés. Les grèves restent interdites, ainsi que les syndicats authentiques. Mais que signifient ces interdictions dans l'Espagne de 1971 ? En fait, dit notre interlocuteur, les grèves sont une réalité de tous les jours, et les vrais leaders ouvriers une force dont le patronat tient compte, s'il ne la reconnaît pas. Depuis plusieurs années, les commissions ouvrières (illégalles) ont appliqué la tactique de l'« entrisme » dans les syndicats officiels, dont la particularité, rappelons-le, est d'assurer en leur sein une représentation équi-

La répression a changé de nature

Un autre interlocuteur, fondateur des commissions ouvrières à Barcelone — visage usé, terni par la fatigue ouvrière — ne nie pas que le niveau de vie s'est amélioré, que les vacances se sont allongées (quatorze jours au lieu de dix), qu'une nouvelle classe, composée d'émigrés de l'intérieur, apprécie de manger tous les jours, d'avoir un logement et un emploi fixe. Il dit que les tortures n'ont pratiquement plus cours (mais il y a des « accidents », parfois), que les tribunaux du travail ne tranchent pas forcément en faveur des employeurs, qu'une certaine libéralisation s'est manifestée, du moins en apparence : depuis cette année, le droit de réunion syndicale — avec de sévères restrictions — existe dans l'entreprise. En fait, la répression, selon lui, n'a pas cessé. « De politique, dit-il, elle est devenue économique-sociale. »

Les autorités ont permis, au printemps, des élections syndicales relativement libres. Mais, dès qu'ils ont dû affronter une vague de grèves, les dirigeants de la métallurgie catalane ont rédigé un véritable manifeste pour demander aux responsables des syndicats officiels de dénoncer les « agitateurs » à la police et de publier avant toute nouvelle élection la liste des « indésirables ». A Barcelone, les directions des usines d'automobiles SEAT (montage) et Harry-Walker (accessoires) ont maintenu le licenciement de plusieurs dizaines de grévistes, malgré le verdict des tribunaux. Des patrons réputés pour leur « libéralisme », comme M. Jordi Pujol, que le régime mit en prison pour son catalanisme, et qui fut longtemps le symbole, griffonné sur

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

valente aux employeurs et aux salariés. Dans les grandes entreprises, près d'un délégué sur deux est un militant des commissions ouvrières, très souvent un membre du parti communiste. « Tout le monde le sait, les patrons les premiers. » Donc, plutôt que de clandestinité absolue, il vaut mieux parler d'illégalité absolue, dans l'Espagne d'aujourd'hui, comme l'écrivait récemment la revue *Iberia*, publiée en exil par M. Salvador de Madariaga.

qu'une grève a éclaté chez eux. Le 18 octobre, c'était la direction de la SEAT, entreprise citée comme modèle du capitalisme d'Etat présidée de surcroît par un démocrate chrétien, qui faisait tirer par la police sur ses ouvriers, et qui, depuis, a multiplié les lock-out en réplique aux protestataires.

« Peut-être certains employeurs souhaitent-ils une évolution, dit le fondateur des commissions ouvrières. Mais une chose est de parler, autre chose de donner du blé. Une dictature qui dure trente-deux ans finit par donner de mauvaises habitudes ! »

Entendre les hommes râblés des usines parler des salaires plafonnés, de l'injustice croissante, laisse des doutes : nieraient-ils la croissance ? Mais les économistes, certains patrons eux-mêmes, confirment ce sentiment de frustration ; le niveau des salaires est resté effectivement bas, leur répartition inégale, et leur part insuffisante dans le revenu national (55 %), ce qui montre bien, comme l'ont affirmé dans une étude les Fraternités ouvrières d'action catholique, que les travailleurs de l'industrie ont profité moins que les autres du doublement, entre 1960 et 1969, du revenu national. « En Espagne, la rémunération de l'entreprise et du capital est excessive, écrit un économiste. M. Nunez-Mayo, celle du travail insuffisante. Douze millions d'Espagnols travaillent pour trente-deux millions. »

Depuis deux ans, les augmentations de salaires ont été autoritairement limitées à 6,5 % par an. Mais l'inflation annule pratiquement le bénéfice de ces hausses. D'où la multiplication des grèves. « Leur conjonction au début de

boucher sur une grève générale. Mais, plus que la répression, nos divisions nous affaiblissent. Chaque groupuscule tire la couverture à lui. Les commissions ouvrières, depuis 1968, sont en déclin. »

Celui qui parle a été un militant actif du P.C.E. Les étagères de sa bibliothèque témoignent, en même temps que de son niveau de vie, de son niveau de curiosité : télévision, chaîne stéréo, encyclopédies, nombreux ouvrages (l'un sur la Sexualité criminelle de l'histoire). Il n'incrimine pas seulement les rivalités des groupuscules, souvent issus de scissions au sein du P.C.E. (pro-chinois, trotskistes, « prolétariens » du groupe Bandera Roja [Drapeau rouge], etc.), mais aussi la maladresse du parti com-

Des commissions... bourgeoises ?

Dissidences et « sectarisme » seraient donc à l'origine de l'affaiblissement du mouvement ouvrier. Mais le parti communiste — que tout le monde présente comme la seule opposition organisée en Espagne — semble se fortifier ailleurs. Certains observateurs voient son influence dans les prises de position des avocats l'an passé, dans la grève des professeurs non titularisés de l'enseignement secondaire et le « sit-in » des médecins d'hôpitaux cette année. Au sein des professions libérales pourrait naître un jour un nouveau type de commissions, bourgeoises celles-là, et non plus ouvrières.

En somme, l'Espagne de 1971 serait livrée aux contradictions de toute société industrialisée : avec certains patrons qui, par souci de productivité, veulent respecter jusqu'au bout les règles de l'économie de marché. Et avec certaine petite et moyenne bourgeoisie prestataire de services, qui découvre que la santé publique et l'enseignement sont des biens collectifs, donc l'objet d'une concertation nécessaire entre tous les intéressés. Dans ces conditions, la libéralisation politique ne devient-elle pas l'un des préalables du développement ? Réponse de beaucoup d'Espagnols, en forme de question : l'Espagne des « moines-managers » n'a-t-elle pas prouvé sa capacité à assurer la croissance,

muniste sur les commissions ouvrières.

« Jusqu'en 1968, les commissions ouvrières accueillait tout le monde. Catholiques et marxistes y confrontaient leurs idéologies. Mais le P.C.E. en a fait aujourd'hui un instrument de sa politique. Je pense que les orientations générales du parti sont justes, que sa tactique du Front démocratique, rassemblant toutes les forces opposées au franquisme, est la seule possible. Mais dans les usines les militants politisent trop les mots d'ordre. De grèves contre les rendements, contre les heures supplémentaires, ils font des grèves contre la dictature. Dans un pays qui compte encore 12 % d'analphabètes, où les masses sont largement dépolitisées, il faut donner la priorité à l'action syndicale, aux problèmes du travail. On commence une maison par les murs, non par le toit. »

traditionnelles dans les démocraties parlementaires ?

En fait, le gouvernement des technocrates liés à l'Opus Dei semblait disposé à une certaine ouverture. Du moins c'est ce que nous dit le propriétaire d'un groupe de presse, lié à l'Œuvre. « Mais, depuis le procès de Burgos, tout est bloqué. La droite est revenue en force. La manifestation de la place d'Oriente de décembre 1970 a montré que la population réclamait les militaires, si elle voyait que l'ordre pouvait être troublé dans la rue. Et elle les réclamera encore à la mort de Franco, si elle croit que l'ordre peut être une nouvelle fois troublé. L'armée est l'arbitre de la situation. Elle est prête à tirer si elle le juge nécessaire. »

Taxé de faiblesse au moment du procès de Burgos (en raison de la publicité des audiences, de la « campagne de presse » à l'étranger et des manifestations de rues), le gouvernement, nous dit-on, ne cesse de donner des gages à la droite pour prouver qu'il est capable, autant qu'elle, de tenir le pays dans une « main de fer » : la loi sur les associations politiques (qui devait former un timide embryon de partis) a été enterrée — en partie à l'initiative des phalangistes, rivaux traditionnels de l'Opus Dei. Une loi relativement tolérante sur les objections de conscience, défendue par le chef d'état-major de l'armée, le

pièces aux Cortès par les « ultras », que menaient M. Blas Piñar et le général Garcia Rebull, gouverneur militaire de Burgos au moment du procès de décembre 1970.

En attendant l'heure de vérité

Aucun candidat de l'opposition « libérale » n'a pu se présenter à l'élection prévue. « Le régime ne veut pas d'un Parlement où il puisse y avoir la moindre opposition dans l'après-franquisme. » L'intolérance à l'égard de la presse et de certaines manifestations culturelles (le Cercle de craie caucasien, interdit en province !), le retard apporté à s'intégrer au Marché commun, sont cités comme autant de signes du durcissement général. mental. Aussi, certains représentants de la tendance libérale de l'Opus se disent-ils très inquiets, et très pessimistes. « A l'heure de vérité, nous aurons un régime d'extrême droite... »

A l'heure de vérité : c'est-à-dire à la mort de Franco. En attendant cette échéance, toute évolution paraît suspendue. Les partisans de l'ordre font le compte des militaires « de confiance ». Au sein de l'Opus Dei et de ce qu'on peut appeler, pour la commodité, le néo-capitalisme libéral et pro-européen, on mise sur le successeur, le prince Juan Carlos. « Il est plus futé qu'il n'en a l'air », dit un des « libéraux » de l'Œuvre. Un jour, il m'a dit : « Je joue les inutilités parce que c'est la seule façon de me faire accepter. »

Pendant ce temps, le Caudillo continue d'affirmer la quasi-éternité de son système, de vanter le caractère exemplaire du modèle espagnol. Et les chistes (les blagues) continuent aussi de courir. Celle-ci, entre autres :

« Le général et madame se promènent dans les jardins splendides d'une résidence d'été. »

« Elle : — Tu te souviens comme la vie était dure au Maroc, quand tu allais de garnison en garnison, à Ceuta, à Melilla ? Tu te soutiens des Asturies, avec les mineurs révoltés ? Et quand nos parents ne voulaient pas de notre mariage, que nous allions d'auberge en auberge ? Et regarde la vie magnifique que nous avons maintenant. »

« Lui : — Eh oui... Quand je pense qu'il y a des Espagnols qui se plaignent !... »

FIN